

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Rapport ERM

Lieu de l'ERM : BUSHAKU-KATASOMWA-MWAMI IDJWI

Contexte

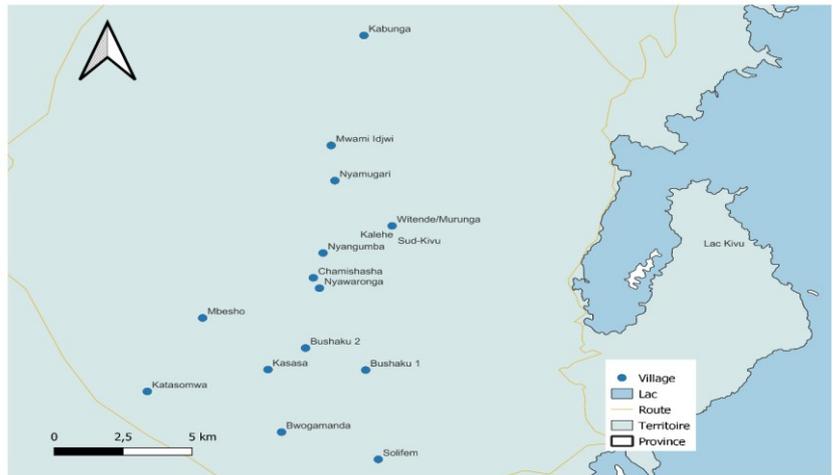
Description de la crise

L'axe Bushaku – Kasomwa-Mwami w'idjwi est situé dans la chefferie de Bahavu, dans la zone de santé de Kalehe et Bunyakiri en territoire de Kalehe, appartenant à la province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. Depuis le premier trimestre de l'année en cours, des affrontements entre Forces armées de la république démocratique du Congo (FARDC) alliées aux Wazalendo et les rebelles du M23 au Nord Kivu ont occasionné de nombreux déplacements de population vers le Sud Kivu dans le territoire de Kalehe. Ces affrontements ont occasionné de nombreuses violations des droits de l'homme, y compris des tueries, meurtre, violences sexuelles et déplacements.

Selon l'alerte Ehtools 5266, confirmée par la Croix-Rouge de la République Démocratique du Congo et des sources locales, ces affrontements ont occasionné le déplacement d'environ 5967 ménages vers les villages, confirmés par les informateurs clés sur place (notamment les villages de Bushaku 1 & 2, Nyawaronga, Nyangumba, Mirenzo, Katasomwa, Kasasa, Witende, Bukunda, Kabunga, Nkomboke, Mbesho, Nyamugari (église, CBCA et poste de santé), Mwami-Idjwi, et Chamishasha.). Ces personnes déplacées vivent dans des conditions difficiles car elles n'ont pas accès aux champs et n'ont jamais été assistés. Cette alerte a été validée par OCHA le 09 mai 2024 par le numéro (Ehtools 5266).

C'est dans ce contexte qu'ACTED avec le soutien du USAOD, a décidé d'organiser une évaluation rapide multisectorielle (ERM) dans le cadre du projet « Addressing Food Insecurity through a Multisectoral Response and Strengthening Intersectoral & Food Security and Nutrition Evidence-Based Analysis, Planning & Response in the Democratic Republic of the Congo » sur la période allant du 15 au 18 Mai 2024 sur l'axe Bushaku – Katasomwa-Mwami Idjwi. L'objectif est de procéder à l'identification des besoins dans les secteurs de la sécurité alimentaire, des articles ménagers essentiels, de l'abris, de l'eau, hygiène et assainissement, de l'éducation, de la santé et en ce qui concerne les moyens de subsistance de populations déplacées et autochtones affectées par les différentes crises. Cette évaluation permet également d'obtenir de premières informations concernant l'accessibilité, la sécurité et la situation en matière de protection de la zone.

Cet axe est situé à environ 86Km de la ville de Bukavu et accessible par véhicule 4x4. Certains villages de l'axe ne sont accessibles que par moto. La situation sécuritaire de l'axe est relativement calme. La zone est contrôlée par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et la Police Nationale Congolaise (PNC). La zone est couverte par les réseaux cellulaires tels que : Airtel et Vodacom.



Source des résultats : ¹	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	5266	5266	
Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	01/05/2024	07/05/2024	
Date de fin de crise	En cours	En cours	
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	8045	8045	
Taille moyenne ménages	7,7	-	
Accès physique			
Accès sécuritaire			
Présence de la MONUSCO			
Incidents au cours des 2 dernières semaines			
Couverture tél.			
	Vodacom : 25%	(estimation)	
	EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés RDS: Revue de données secondaires GDC: Groupe de discussion communautaire OL: Observations libres		

Conséquences humanitaires

Les entretiens en groupes de discussions réalisés ont mis en évidence les difficultés d'accès à la nourriture. Tous les informateurs clés ont confirmé que la faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture, aux articles ménagers essentiels et aux logements décentes ce qui conduit à davantage de promiscuité dans les ménages d'accueil. L'exposition de la population aux intempéries s'est aggravée, la plupart des maisons suintent lorsqu'il pleut, l'accès aux articles ménagers essentiels est difficile. Les déplacés se partagent les articles ménagers essentiels disponibles avec les communautés hôtes car la plupart de leurs articles ménagers essentiels ont été perdus, pillés, volés, abandonnés lors des déplacements. Il a aussi été déploré un accès difficile aux soins de santé à cause du manque de médicaments et d'équipements. Les soins coûtent chers et les déplacés manquent des moyens financiers pour y recourir.

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	1%	2%
18-64 ans	22%	18%
6-17 ans	17%	19%
7 mois-5 ans	8%	8%
0-6 mois	2%	3%
Total	50%	50%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	93%
Nutrition	0%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	1%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	0%
Santé	0%
Education	0%
Nourriture	6%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	1%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	2089				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	0%	2%	34%	-	64%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	0%	-	15%	-	85%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	3%	43%	2%	-	53%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied	0%	-	-	-	0%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	56%	-	44%	-	0%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	50%	-	48%	-	2%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	0%	57%	43%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris					60%
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	1%	8%	47%	44%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	20%	23%	17%	22%	2%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	0%	-	23%	-	77%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	18%	13%	67%	1%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans					61%
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme, Infection respiratoire aigue, Diarrhées aigues, Typhoïde, Malnutrition aigue globale, Choléra, Fièvre jaune				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	61%	-	-	-	39%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	94%	-	-	-	6%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	100%	-	-	-	0%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	83%	-	11%	-	5%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours					61%

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, excepté le score "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègre des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Au moment de l'enquête sur terrain, la situation sécuritaire était toujours tendue dans les villages de provenance car la guerre s'est intensifiée dans la zone entre les groupes rebelle M23 RDF et les forces armées de la République démocratique du Congo, ce qui écarte l'option de retour des ménages déplacés. Par ailleurs, les déplacements pourront continuer dans la zone d'accueil à la suite de ces affrontements en cours dans les villages se trouvant à la frontière entre le Sud-Kivu et Nord-Kivu sur l'axe Sake, Kichanga, Rubaya, Ngungu et Mushaki. L'entente entre la communauté hôte et déplacée reste au beau fixe car la communauté hôte a affirmé pouvoir aider les déplacés pour un temps nécessaire

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

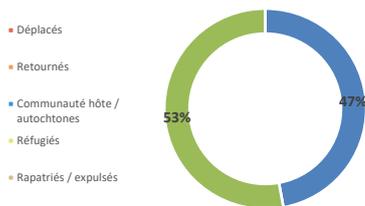
	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	87%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	7%
Vouchers / foires	12%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	95%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	24%
Autre	0%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

	(Fréquence de réponses pondérée)
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	25
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	0
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	19
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	12
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	8
Santé	9
Education	2
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	2
Communication	0
Moyens financiers (cash)	8
Autre	2
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



Analyse des mouvements de population

L'évaluation a fait état de 8045 ménages sur l'axe enquêté, dont un total estimé de 61 947 personnes (sur base d'une moyenne de 7.7 personnes par ménage apportée pendant les enquêtes ménages). Parmi ces ménages, 2089 sont déplacés (26% des ménages selon l'enquête ménage). Il est à noter qu'aucun ménage déplacé n'est retourné dans la zone de provenance à ce stade. En effet, la situation sécuritaire dans une partie de la zone est toujours préoccupante à la suite des affrontements entre les rebelles du M23 et les FARDC, ce qui empêche les ménages déplacés de revenir vers leurs villages de provenance. Ces données démographiques ont été obtenues par décompte au porte-à-porte dans les villages de petite taille (Kabuga, Nyawaronga, Mbesho, Kasasa, Solifem, Witende et Nyangumba) et estimé dans les plus grands villages en triangulant les informations partagées par les informateurs clés sur la démographie de l'ensemble de l'axes.

Depuis l'année dernière, la situation sécuritaire dans la province du Nord-Kivu et les territoires frontaliers de la province du Sud-Kivu sont confrontés à des conflits armés dans plusieurs groupements du territoire de Kalehe liés au mouvement du 23 mars (M23) s'affronte aux Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC)/Wazalendo. Ces derniers affrontements ont été accompagnés par des pertes des vies humaines meurtres, pillages, viol, violences physiques. Ils ont entraîné aussi un déplacement massif de la population vers les villages situés dans la zone de santé de Minova les groupements de Buzi.

	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
Déplacés	47%	26%	
Retournés	0%	0%	
Communauté hôte / autochtones	53%	74%	
Réfugiés	0%	0%	
Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	3792	2089
Retournés	0	0
Communauté hôte / autochtones	4253	5956
Réfugiés	0	
Rapatriés / expulsés	0	

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

8045 8045

Taille moyenne des ménages (EM)

7,7 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

47% -

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

41% -

Estimation du nombre de familles d'accueil

49 -

Estimation du nombre de personnes dans la zone (IC)

Avant la crise	32689
Après la crise	0

Estimation du nombre de ménages dans la zone (IC)

Avant la crise	0
Après la crise	2089

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MDP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats.

L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	2089
Retournés	0
Communauté hôte / autochtones	5956
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	8045

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

Garçons de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
115-125 mm	10	44%	9	33%	19	38%
>125 mm	10	56%	10	67%	20	62%
MAG	10	44%	9	33%	19	38%

Filles de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
115-125 mm	21	63%	9	28%	30	48%
>125 mm	8	37%	12	72%	20	52%
MAG	21	63%	9	28%	30	48%

Enfants de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
115-125 mm	31	55%	18	30%	49	44%
>125 mm	18	45%	22	54%	40	56%
MAG	31	55%	18	30%	49	44%

Femmes enceintes et allaitantes

	n	%
<185 mm	1	2%
185-230 mm	27	48%
>230 mm	31	50%
MAG	28	50%

IC

Garçons de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	22	100%	32	100%	22	100%
115-125 mm	0	0%	0	0%	0	0%
MAG	22	100%	32	100%	22	100%

Filles de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	30	100%	25	100%	30	100%
115-125 mm	12	100%	5	100%	12	100%
MAG	42	100%	30	100%	42	100%

Enfants de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	52	100%	57	100%	52	100%
115-125 mm	12	100%	5	100%	12	100%
MAG	64	100%	62	100%	64	100%

Femmes enceintes et allaitantes

	n
<185 mm	18
185-230 mm	12
MAG	30

Analyse Nutrition

Dans la zone, des cas de malnutrition aiguë modérée ont été observés lors des enquêtes menées pendant les dépistages des enfants et des femmes enceintes et des femmes allaitantes. Les principales personnes touchées sont les filles et les garçons de moins de 2 ans. Parmi les filles de moins de 2 ans, 63% de malnutrition modérée a été rapporté, tandis que 44% des garçons souffrent de malnutrition modérée. Chez les enfants de moins de 5 ans, des cas de malnutrition sévère n'ont pas été rapportés lors des enquêtes ménages. Cependant, des cas de malnutrition sévère chez les femmes enceintes et allaitantes ont été rapportés (2% MAS, et 46% MAM). Le risque de basculer vers un état de malnutrition sévère est particulièrement élevé pour les enfants de moins de 5 ans ainsi que pour les femmes enceintes et allaitantes déjà en situation de malnutrition modérée, si des mesures appropriées ne sont pas prises dans ce domaine. Selon les participants aux groupes de discussion, plusieurs facteurs contribuent à cette situation. L'insuffisance alimentaire est critique, les possibilités pour faire face à l'accès limité à la nourriture sont restreintes, et la situation de famine touchant l'ensemble de la localité favorisant ainsi cette situation de la malnutrition. L'afflux des déplacés augmentant la demande de nourriture et la demande d'accès à la terre notamment.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	56%	10	
Agriculture de subsistance	33%	16	
Agriculture de rente	1%	2	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	1	
Élevage	0%	7	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	2	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	8%	0	
Autre	0%	1	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	35%	-	
Non	65%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
Proportion de cultures endommagées (IC)			
			Aucun(e)
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
			Aucun(e)
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	57%	-	
Non	43%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	0%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	0%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	75%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
			Non
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	2%	7	
Non	98%	9	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	16	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	45%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	16%	-	
Marché	14%	-	
Travail pour de la nourriture	51%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	0%	-	
Petit commerce	4%	-	
Vente de braises/charbon, etc	11%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	1%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	3%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	0%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	38%	-	
Autre	1%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)

	EM	IC	Sévérité
Aucune réserves	64%	-	5
1-2 semaines	34%	-	3
3-4 semaines	2%	-	1
Plus de 4 semaines	0%	-	



Nombre moyen de repas par jour (EM)

	EM	IC	Sévérité
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	

Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ³

	EM	IC	Sévérité
Acceptable (>42)	0%	-	1
Limite (28-42)	15%	-	3
Pauvre (≤28)	85%	-	5



Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁴

	EM	IC	Sévérité
Durable (<4)	3%	-	1
Sous pression (<19)	43%	-	3
Crise / urgence (≥19)	55%	-	5



Analyse Sécurité alimentaire

La situation en matière de sécurité alimentaire est critique dans la zone selon les participants aux groupes de discussion. Ceci est principalement dû à l'afflux de ménages déplacés ainsi qu'à l'insécurité engendrée par la crise dans la zone, qui ne permet plus aux ménages de se rendre aux champs éloignés craignant de mettre leur vie en danger. Ces facteurs comprennent l'abandon des champs, l'appauvrissement du sol, l'utilisation de semences de mauvaise qualité en raison de leur réutilisation pendant plusieurs années, ainsi que l'impact de diverses maladies sur les cultures. Tout cela justifie un grand besoin de soutien en matière de sécurité alimentaire. Parmi les ménages, 84% ont un faible score de consommation alimentaire (SCA) (inférieur à 28) et 16% ont des scores limités. De plus, 98% des ménages ont recours régulièrement à des stratégies de survie préjudiciables pour subsister. Il est important de noter que 36% de la population enquêtée a accès à la terre et que 34% des ménages pratiquent l'agriculture de subsistance sur leurs terres, ce qui explique pourquoi cette situation a un impact significatif sur la sécurité alimentaire des ménages. Selon les participants aux groupes de discussion, les champs dans la zone d'origine ont été abandonnés, laissant les cultures envahies par les herbes sans aucun entretien. Les réserves qui se trouvaient dans les maisons ont été pillées par les groupes armés cela est confirmé par 35% des ménages qui avaient une réserve de 1 à 2 semaines dans leurs ménages, et celles qui n'ont pas été pillées se détériorent dans les maisons car il est impossible pour les habitants de s'y rendre sur les terres en raison des affrontements en cours. Cette situation accentue l'insécurité alimentaire dans cette zone de santé et ses environs. Ces événements entraînent des conséquences graves sur ces populations, dont les moyens de subsistance dépendent principalement de la culture de leurs terres. Il est à noter que, dans les sept derniers jours précédant l'évaluation, 58% des ménages ont fréquenté les marchés. Actuellement, 65% des ménages ne disposent pas de réserve alimentaire.

Abris

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM, IC²)			
Maison (construction durable)	0%	0	
Maison (construction non-durable délabrée)	94%	16	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	6%	10	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	0%	0	
Ecole transformée en centre collectif	0%	1	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)		Quelques-uns (moins de la moitié des ménages)	
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	35%	-	
En famille d'accueil	35%	-	
Dans un site spontané	0%	-	
Dans un centre collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	22%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	8%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)		Aucun(e)	
Promiscuité dans les abris (EM)			
Oui	60%	-	4
Non	40%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ⁵			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	34%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	22%		2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	7%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	30%		
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	1%		3
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	5%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%		
Dans un centre collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5

Analyse Abris

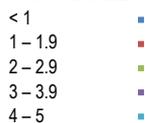
Le type d'abri le plus couramment utilisé par les ménages est le logement de construction non durable et délabrée (94%), suivi par les abris d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence (6%), tandis qu'aucun ménage ne vis dans un logement durable. Ces résultats sont confirmés par les enquêtes ménages, puisqu'une grande majorité d'entre eux ont signalé que la plupart des ménages dans les localités évaluées résidaient dans des logements non-durable délabrées et d'urgence. En ce qui concerne la situation d'occupation, 35% des ménages sont dans une parcelle ou un abri qui lui appartient, tandis que 35% ont déclaré accueillir les déplacés et 22% des ménages sont locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue). 40% des ménages vit dans des conditions de promiscuité sévères. La situation est inquiétante puisque 43% vivent dans une maison/abri délabrée qui lui appartient, et 57% vit en famille d'accueil dans une maison en construction non-durable délabrée et sur une parcelle ou un abri qui lui appartient. Ces ménages déplacés manquent de moyens pour prendre de maison de location car ayant perdu tous les biens dans leur fuite

Articles Ménagers Essentiels (AME)

Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)



Score card AME



EM (% de ménages) IC Sévérité

EM (% de ménages)	IC	Sévérité
5%	-	
94%	-	
1%	-	
0%	-	
0%	-	1
1%	-	2
8%	-	3
47%	-	4
44%	-	5

Analyse AME

Les résultats des enquêtes ménages montrent que seule 5% des femmes enquêtées utilisent des kits d'hygiène menstruelle. Selon les participants aux groupes de discussions la plupart des ménages déplacés ont confirmé avoir perdu tout accès aux articles ménagers essentiels à la suite de la crise. 91% des ménages ont un score AME supérieur à 3 (seuil de vulnérabilité critique) à la suite de ces événements. Ces faits ont été confirmés dans les groupes de discussion où les participants ont déclaré des besoins sévères en AME sur l'axe, notamment en raison d'importants pillages et destructions de biens. Les ménages hôtes affirment partager les articles avec les déplacés mais à la suite de l'insuffisance des articles, cela risquerait de créer un conflit à la longue si le déplacement persiste

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinetts privés	-	1	29
Robinetts public / bornes fontaines	-	1	
Puits à pompe / forage	-	0	
Puits creusé aménagé	-	0	
Source naturelle aménagée	-	0	
Source naturelle non-aménagée	-	1	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	0	
Camion-citerne	-	0	
Charrette avec petite citerne	-	0	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	0	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	0	
Type de source d'eau (EM) ⁶			
Source améliorée	27%	-	1
Source non-améliorée	50%	-	3
Eau de surface	22%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	61%	-	4
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	2%	-	
Pour l'hygiène personnelle	9%	-	
Pour cuisiner	2%	-	
Pour d'autres fins domestiques	24%	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			
		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes		69%	-
De 31 minutes à 2 heures	69%	31%	0%
Plus de 2 heures		0%	-
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème		28%	1
Les points d'eau sont trop éloignés		33%	6
Les points d'eau sont difficiles d'accès		3%	0
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse		0%	1
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau		0%	1
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé		35%	18
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés		1%	4
L'eau est trop chère		0%	0
Pas assez de récipients pour stocker l'eau		37%	6
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)		15%	11
Autre		0%	0
Ne sait pas		0%	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²			
Tous les membres sans distinction	0%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	0%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	0%	-	
Les filles de moins de 18 ans	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁵			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	20%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	1%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	22%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	0%	-	4
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	17%	-	5
Accès à de l'eau de surface uniquement	22%	-	
Pas assez d'eau pour boire	2%	-	
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	0%	-	1
Oui, eau seulement	23%	-	3
Non	77%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)			
		Aucun(e)	
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)			
		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	83%	-	
Non	17%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	1%	-	
Non	99%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²			
Présence de matières fécales	-	21	
Eau stagnante	-	11	
Déchets solides domestiques	-	14	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	1	
Rongeurs / rats	-	2	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{5,7}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	18%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	13%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	67%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	1%	-	5

Analyse EHA

L'accès à l'eau de qualité est problématique sur l'axe évalué. En effet, 50% des ménages déclarent utiliser l'eau à partir de points d'eau non aménagés pour la boisson et 22% des ménages utilisent de l'eau de surface (p.ex. rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation, etc.) contre seulement 27% qui déclarent avoir accès à des sources améliorées. On note la présence d'une mini-adduction d'eau pour desservir tous les villages de l'axe, or cette adduction est affectée par endroit par des problèmes de tuyauterie en raison du manque de maintenance. Selon les résultats de l'enquête ménage, les principaux problèmes d'accès à l'eau signalés dans la zone sont : le manque de récipients pour stocker l'eau (37%), le nombre de point d'eau est insuffisant et le temps d'attente aux points d'eau trop élevé (35%), les points d'eau sont trop éloignés (33%) et les points d'eau sont trop éloignés (surtout pour les personnes à mobilité réduite - 3%). En ce qui concerne, la quantité d'eau de consommation 98% des ménages affirment avoir une quantité suffisante de l'eau à boire et pour la cuisine, 91% affirment avoir une quantité suffisante pour l'hygiène personnelle et 76% pour d'autres fins domestiques. La plupart des ménages (69%) affirment mettre moins de 30 minutes pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage. Il reste néanmoins 31% ménages qui déclarent mettre entre 30 minutes et 2 heures pour puiser de l'eau. Egalement, les conditions d'hygiène sont préoccupantes sur l'axe, seul 23% des ménages affirment disposer de dispositif de lavage des avec de l'eau uniquement et 77% ne disposent pas de système de lavage des mains. De plus, 81% des ménages n'utilisent pas d'installations sanitaires améliorées, c'est-à-dire qui n'empêchent pas le contact extérieur avec les excréments, telles que des latrines à fosse ouverte ou sans dalle, ou des latrines traditionnelles et 18% des ménages ne possèdent pas de latrines. A noter que 83% de ces installations sont utilisées par plus de quatre ménages et seulement 1% de latrines sont séparée par sexe, ce qui augmente le risque de contamination par des maladies. Les participants aux groupes de discussions ont aussi noté la présence de déchets solides domestiques, la présence de matières fécales et d'eaux stagnante dans la zone

Santé

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	94%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	1%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	1%	-
Autre	5%	-

Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	95%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	1%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	0%	-
Autre	4%	-

Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)

Non consensus

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure	54%	-
Entre 1 heure et 2 heures	26%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	17%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	3%	-

Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	3
A la maison avec sage-femme	-	0
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de santé / d'accueil	-	12
Autre	-	7
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²			
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0	
Manque de médicaments	-	9	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	13	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	14	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	2	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	1	
Ne sais pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	61%	-	4
Fièvre	64%	-	
Toux	40%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui	40%	-
Non	39%	-
Ne sait pas	2%	-



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	4	22
Infection Respiratoire Aigüe	4	18
Diarrhées aiguës	43	50
Typhoïde	0	19
Malnutrition aigüe globale	0	42
Rougeole	0	0
Choléra	29	29
Fièvre jaune	0	20
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	4

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque grave

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque grave

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui, beaucoup

Analyse Santé

Les résultats des enquêtes montrent que respectivement 95% et 94% des femmes et des hommes fréquentent les structures sanitaires (centre de santé, clinique, hôpital, etc.) comme principale source d'obtention des soins, suivi de guérisseur traditionnel ou religieux (1%). Cela a été confirmé par la quasi-totalité des IC qui ont indiqué que la principale source d'obtention des soins pour les ménages était une structure de santé. Signalons que par manque de moyens pour payer les soins de santé, 1% des hommes préfèrent rester à la maison ou se soigner soi-même. En ce qui concerne les conditions d'accouchement, les résultats concordent avec des ménages rapportant que les femmes se dirigeaient vers des structures de santé. Parmi elles, 54% marchent moins d'une heure pour atteindre les structures de santé tandis que 49% font plus d'une heure. On observe une augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise. La majorité des informateurs ont évoqué le manque de médicament et d'équipements médicaux grave. En ce qui concerne, les symptômes des maladies chez les enfants de moins de 5 ans souffrant, 62% connaissent de la diarrhée, 65% de la fièvre et 39% pour la toux. Selon les informateurs clés les diarrhées aiguës, paludisme, infection respiratoire aigüe, typhoïde et malnutrition aigüe globale sont des maladies détectées parmi les enfants de moins de 5 ans.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	39%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	4	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	6%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	5	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	2	-	
Nombre total de personnes âgées	0	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC) ²

	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	9	10	15	12
Meurtre	3	4	2	2
Mutilations / coups et blessures	7	0	0	0
Violences intercommunautaires	0	0	0	0
Violences sexuelles	0	5	2	3
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	3	0	0	0
Blessés / morts dus aux mines	0	5	0	0
Mariage forcé / précoce	5	0	2	2
Violences conjugales	0	3	0	0
Séparation des familles	0	0	0	0
Pillage / vol / cambriolage	1	0	0	0
Pillage du bétail	0	0	0	0
Arrestations arbitraires	1	0	1	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	0	0	0	3
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	0	2	0	0
Autre	0	1	1	1
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée)				
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	9	10	15	12
Meurtre	3	4	2	2
Mutilations / coups et blessures	7	0	0	0
Violences intercommunautaires	0	0	0	0
Violences sexuelles	0	5	2	3
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	3	0	0	0
Blessés / morts dus aux mines	0	5	0	0
Mariage forcé / précoce	5	0	2	2
Violences conjugales	0	3	0	0
Séparation des familles	0	0	0	0
Pillage / vol / cambriolage	1	0	0	0
Pillage du bétail	0	0	0	0
Arrestations arbitraires	1	0	1	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	0	0	0	3
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	0	2	0	0
Autre	0	1	1	1
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement	7%	-
Déni d'accès à des services	6%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	12%	-
Mariage forcé	2%	-
Travail forcé	38%	-
Pas de cas dans le ménage	57%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement	17%	-
Déni d'accès à des services	4%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	6%	-
Mariage forcé	12%	-
Travail forcé	27%	-
Pas de cas dans le ménage	57%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	2%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	44%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	7%	-	
Viol	27%	-	
Agression sexuelle	20%	-	
Violence physique ou harcèlement	29%	-	
Mariage forcé	7%	-	
Déni d'accès à des services	1%	-	
Abus psychologique / émotionnel	0%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)			
		Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	17	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	2	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)			
		Non	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	18	
Accapement des terres	-	1	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	0	
Accès à la terre pour les PDIs	-	0	
Augmentation du coût du loyer	-	0	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	1	
Destruction des cultures ou des animaux	-	1	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	1	
Rareté des terres	-	0	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

Analyse Protection

D'après les différents entretiens en groupes de discussion, il semble que les ménages déplacés ont de bonnes relations avec la communauté autochtone. En effet, selon les résultats des enquête ménages, la majorité des ménages hôtes enquêtés se disent être prêts à assister les ménages déplacés pour un temps nécessaire et la minorité soit 2 sur 14 IC pour un temps limité, surtout tenant compte du fait que certains déplacés constituent une main d'œuvre pour les travaux journaliers. Des tensions pourraient néanmoins émerger à l'avenir en raison de l'insuffisance des ressources. On enregistre en effet des cas de travail forcé, violences sexuelles, meurtre, mariage forcé ou précoce et recrutements ou enrôlements forcés et dans la zone. Selon une inorité de ménages enquêtés, il existe néanmoins la présence de groupes de médiation promouvant la cohabitation pacifique et pouvant permettre de résoudre d'éventuels conflits entre communautés hôtes et déplacées. Signalons que dans 6% des ménages on trouve la présence d'au moins une personne en situation de handicap (enfants et adultes) et dans 39% des ménages on trouve aussi au moins un enfant non accompagné à cause des affrontements dans la zone de provenance.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)			
		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	83%	-	1
Plus de 1 heure	11%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	5%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	4%	-	
Non	96%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)			
		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	15	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	47%	-	
Filles (Primaire)	58%	-	
Garçons (Secondaire)	66%	-	
Filles (Secondaire)	73%	-	
Total	61%	-	4
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	83%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	13%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-	
Enfant jamais allé à l'école	0%	-	
Autre	3%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)
Elles / Ils doivent travailler à la maison
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)
Mariage précoce / mariage forcé
Grossesse précoce
Faim
La route pour aller à l'école est trop dangereuse
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)
L'école est trop loin
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	9	10
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	0	1
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	1	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	0	1
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	2	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	1
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	0	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0
Autre	4	3
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:**Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)**

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	66%
Avant la crise	-	65%
<i>Taux total ≥ 70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; ≤ 15% = Sévérité 5</i>		

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	66%
Avant la crise	-	65%
<i>Taux total ≥ 70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; ≤ 15% = Sévérité 5</i>		

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	41,5
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	41
<i>Ratio ≤ 45 élèves par enseignant = Sévérité 1; 46 - 55 = Sévérité 2; 56 - 70 = Sévérité 3; 71 - 85 = Sévérité 4; ≥ 86 = Sévérité 5</i>	

Analyse Éducation

Toutes les écoles sont restées fonctionnelles sur l'axe évalué. Certaines sont accessibles en moins d'une heure de marche pour la grande majorité (83%), 11% sont à plus d'une heure et inexistantes dans 5% des villages (MBESHO, KABUNGA et MURUNGA). Selon les EM 4% des écoles fonctionnelles sont occupées ou partiellement utilisées par des personnes armées. Près de la moitié des enfants de 6 à 11 ans ne sont pas inscrits ou ne fréquentent pas régulièrement l'école primaire. De plus, 61% des ménages n'a aucun enfant qui est allé à l'école au cours des 14 derniers jours, parmi eux 47% sont des garçons, 58% des filles des écoles primaires et 66% des garçons et 73% des filles d'école secondaire. Le taux d'inscription des enfants en école primaire est de 66% après la crise contre 65% avant la crise selon les IC interrogés. On constate une légère augmentation à la suite de l'arrivée des enfants déplacés dans la zone. Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire est de 66% actuellement contre 65% avant la crise. Un enseignant encadre en moyenne 42 élèves contre 41 avant la crise.

Les discussions de groupe réalisés avec les familles de déplacés et les familles d'accueil dans tous les villages évalués laissent voir que le système éducatif a connu beaucoup des problèmes tant pour les déplacés que les autochtones. La plupart des enfants des déplacés n'accèdent pas à une éducation inclusive et de qualité à la suite du manque de moyens financiers, de l'interruption de la scolarité et de la perte de fournitures scolaires perdus lors de la fuite pendant les affrontements dans les milieux d'origine entre les groupes armés. À la suite du manque de moyens financier les déplacés affirment qu'ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire pour leurs enfants de 6-11 ans.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	93%	-	
Nutrition	0%	0	
Abris	0%	0	
AME	1%	0	
EHA	0%	0	
Santé	0%	2	
Education	0%	0	
Nourriture	6%	0	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	1%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	25	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	0	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	19	
AME	-	12	
EHA	-	8	
Santé	-	9	
Education	-	2	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	2	
Communication	-	0	
Cash	-	8	
Autre	-	2	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	87%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	7%	-	
Vouchers / foires	12%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	95%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	24%	-	
Autre	0%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	0%	-
Où recevoir l'assistance	74%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	74%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	7%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	1%	-
Comment donner son feedback	0%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	15%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	1%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	11%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	12%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	99%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	11%	-
SMS	0%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	10%	-
Crieurs publics avec mégaphones	5%	-
Au travers des leaders communautaires	34%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	0%	-
Organisations / comités de femmes	1%	-
Autorités locales gouvernementales	2%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	1%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	78%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	78%	-
SMS	0%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	0%	-
Crieurs publics avec mégaphones	5%	-
Au travers des leaders communautaires	3%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	6%	-
Organisations / comités de femmes	0%	-
Autorités locales gouvernementales	0%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre (préciser)	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Analyse AAP

Les modalités préférées pour bénéficier d'une assistance par les ménages, telles qu'identifiées lors de l'enquête, sont 95% de l'assistance en nature (nourriture, articles ménagers essentiels, kits, infrastructures, etc.), 87% le paiement de cash physique (en espèces), 24% la provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations) et 12% des vouchers ou foires. Les besoins prioritaires de la population comprennent la nourriture, les abris d'urgence, les articles ménagers essentiels (casserolles, bidons, vêtements, etc.), la santé, Eau, Hygiène et Assainissement (eau, savon, latrines, etc.), moyens financiers (cash) et éducation. En ce qui concerne la manière de recevoir des informations sur l'aide humanitaire, la communauté interrogée propose plusieurs moyens, notamment les entretiens en personne avec des travailleurs humanitaires (peu importe le genre), la communication par l'intermédiaire des leaders communautaires, face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement) et les événements communautaires au travers des appels téléphoniques ou soit un SMS

Conclusions générales et commentaires

A l'issue de l'enquête multisectorielle menée par les équipes d'Acted dans la zone de santé de Bunyakiri et Kalehe territoire de Kalehe sur l'axe Bushaku-Katatomwa-Mwami Idjwi, trois besoins prioritaires se dégagent, classés par ordre d'importance : la nourriture, les abris et AME (casserolles, bidons, habits, etc.). D'autres besoins essentiels tels que EHA (eau, savon, latrines, etc.), santé, moyens financiers (cash), éducation et protection sont également identifiés comme cruciaux pour répondre aux défis complexes de cette crise humanitaire.

L'analyse souligne également l'importance des modalités d'assistance pour répondre aux besoins de la population. Les données révèlent que 95% des ménages privilégient l'assistance en nature comme la première modalité souhaitée, telle que la distribution de nourriture et d'articles ménagers essentiels tandis que 85% mentionnent aussi les moyens financiers (cash), 24% optent pour la provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations et d'autres ressources), 12% Vouchers / foires et 7% Cash par transfert (cash électronique ou mobile money). Cette information est cruciale pour orienter efficacement les efforts d'assistance et répondre aux préférences des bénéficiaires.

La pression démographique, avec près de 46% de la population représentée par les déplacés, accentue les contraintes sur les ressources locales. Signalons qu'au moment de l'évaluation aucun acteur n'est positionné dans la zone selon les participants aux groupes de discussions.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement le nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.
3. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
4. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
5. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
6. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusés non-protégés ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
7. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)